tout leur temps à critiquer le premier ministre, et ils ne nous ont pas du tout aidés en ne formulant aucune proposition que le Canada puisse offrir à la réunion du comité des dix nations sur le désarmement. Ils devront donc chercher quelque autre gourdin pour frapper le gouvernement que ce roseau fêlé dont ils se sont servis au cours du débat d'aujourd'hui.

Nous avons aussi été critiqués par l'honorable député d'Assiniboia qui, incidemment, a prononcé un très bon discours. Je n'ai pas approuvé une bonne part de ses observations, mais, comme d'habitude, il a prononcé un discours vigoureux.

On nous fait grief de ne pas accorder assez d'aide économique aux pays sous-développés. Le Canada, à mon sens, a fait plus que tout autre pays dans ce domaine. Je ne veux pas dire du tout que nous avons fait suffisamment. Nous examinerons les moyens de faire davantage. En regard de ce qu'ont donné les autres pays, quels qu'ils soient, les réalisations canadiennes sont excellentes. Nous sommes tous profondément conscients de l'importance de cette aide, non seulement au monde lui-même, mais encore aux individus dans le besoin. Nous sommes tous profondément conscients de la valeur d'une telle politique. Que le député d'Assiniboia se rassure; le gouvernement tentera l'impossible pour fournir toute l'aide économique dont nous sommes capables.

Ensuite, le député a parlé de l'accueil des réfugiés tuberculeux. Le gouvernement, personne ne l'ignore a conçu le plan d'accueillir cent réfugiés tuberculeux et leurs familles au Canada dans le cadre de l'Année mondiale des réfugiés. Cela ne pouvait se réaliser qu'avec l'aide des gouvernements provinciaux car c'est d'eux que les hôpitaux relèvent. Nous avons écrit aux gouvernements provinciaux, et la plupart ont collaboré à ce plan. Malheureusement, ma propre province, la Colombie-Britannique, n'en a pas décidé ainsi. La Saskatchewan, province du député, a très bien collaboré, comme d'ailleurs presque toutes les autres provinces. Je crois que dans un cas ou deux, nous avons dû acquitter les frais d'hospitalisation mais, dans la plupart des provinces, c'est le gouvernement provincial qui assume les frais d'hospitalisation d'un réfugié tuberculeux. Le gouvernement acquitte les frais de transport ainsi que l'entretien de la famille en attendant qu'elle puisse s'établir au Canada.

On nous a blâmés de ne pas faire assez. C'est un de ces cas où l'on vous critique quand vous faites quelque chose, et où l'on vous critique également quand vous ne faites

rien. L'autre jour, j'ai reçu un télégramme du haut commissaire des réfugiés à Genève. En voici le texte:

Je suis heureux de vous mettre au courant de l'intérêt remarquable soulevé partout par le programme canadien d'accueil de cent familles de réfugiés tuberculeux. Le succès de ce programme qui jusqu'ici a valu un refuge à 344 personnes à qui l'émigration outre-mer était refusée aux conditions ordinaires marque une nouvelle étape dans le domaine de l'action gouvernementale. Je ne puis donc laisser passer cette occasion sans réitérer mes remerciements personnels pour la ferme appui que vous m'avez accordé dans la recherche d'une solution au problème des réfugiés dont je m'occupe.

De plus, le Canada a accepté 2,700 autres réfugiés en 1959 et 1,390 dans les six premiers mois de l'année mondiale des réfugiés, en plus évidemment des 100 familles de tuberculeux. Peut-être pourrions-nous aider encore davantage, je ne suis pas en mesure de me prononcer là-dessus. Nous avions pensé que les comités bénévoles travaillant pour l'année mondiale des réfugiés recueilleraient beaucoup d'argent et qu'une partie au moins de cet argent pourrait servir à faire venir d'autres réfugiés souffrant de quelque incapacité. Nous espérons aussi que les églises et d'autres institutions semblables pourront faire venir des familles de réfugiés. Je crois que les comités ont ramassé beaucoup d'argent, mais jusqu'ici les familles atteintes de quelque incapacité qui ont pu bénéficier de ces programmes n'ont pas été très nombreuses. Il n'est pas question ce soir d'établir les responsabilités ni de chercher sur qui elles devraient, le cas échéant, retomber. Le gouvernement a certes très bien fait en accueillant 100 réfugiés tuberculeux et leurs familles. Nous ferons encore tout qui pourra raisonnablement être fait.

Le député d'Assiniboia a parlé de l'essai de la France au Sahara. Il nous conseillait d'élever de nouvelles protestations maintenant. J'ai déjà fait savoir dans mes premières observations que le Canada avait énergiquement protégé aux Nations Unies et que franchement, on lui en avait voulu. Nous avons toujours maintenu cette attitude, et nous ne nous en sommes jamais écartés. Nous désapprouvons ces essais, et nous avons pris une attitude de réprobation à l'égard de tout autre essai nucléaire, quel que soit le pays intéressé. Nous aurions voté de la même façon s'il se fût agi d'un essai effectué par les États-Unis ou par la Grande-Bretagne. J'estime que c'est à peu près tout ce que nous pouvons faire à ce sujet.

On a beaucoup parlé de notre attitude à propos des votes sur la ségrégation raciale qui ont eu lieu aux Nations Unies. J'ai traité de cette question mercredi dernier. Il est un point que j'aimerais élucider ce soir. Le chef de l'opposition, le député d'Assiniboia, et